

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 21/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IMPLUS EU

6, Avenue du Val
78520 Limay

Code AIOT : 0006520506

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2024 dans l'établissement IMPLUS EU implanté 6, Avenue du Val 78520 Limay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de cette inspection était de vérifier :

- * l'affichage des consignes (objet de la mise en demeure du 23/05/2019 et de l'astreinte administrative du 14/08/2020)
- * les conditions de stockage des aérosols (objet de la mise en demeure du 06/10/2023)
- * l'identification et la localisation des vannes de confinement de site en cas d'incendie (objet de la mise en demeure du 14/08/2020 et de l'astreinte administrative du 26/06/2023)
- * le marquage du volume des bassins de confinement des eaux d'extinction incendie (objet de la mise en demeure du 14/08/2020 et de l'astreinte administrative du 26/06/2023)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMPLUS EU

- 6, Avenue du Val 78520 Limay
- Code AIOT : 0006520506
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IMPLUS EU exploite un entrepôt de stockage de deux cellules de 6 000 m² pour le stockage de produits combustibles et de polymères.

L'exploitant IMPLUS EU est autorisé à exploiter ses installations de LIMAY par AP d'enregistrement n°2016-40397 du 2 décembre 2016 :

- Rubrique 1510-2 : 2 cellules, 19 690 tonnes pour un volume d'entrepôt de 149 098 m³
- Rubrique 2663-2b (pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composé de polymères) : 2 cellules, volume stocké 35 702 m³

Les enjeux principaux pour ce type d'installation sont les risques d'incendie et de pollution des eaux et des sols en cas d'incendie.

L'établissement est situé dans une zone industrielle dense, à proximité des routes départementales n°145 et 190, de l'autoroute A13, de la gare de Limay et du port autonome de Paris à Limay.

Les premières habitations se situent à 15 mètres à l'ouest des limites de propriété.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant a pris connaissance des différentes sanctions en cours sur le site et apporte des éléments de réponse au fur et à mesure. Il a également pris conscience qu'il exploite une installation classée avec de potentiels risques notamment incendie et toxicité des fumées due aux produits chimiques contenus dans les aérosols.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consignes	AP de Mise en Demeure du 23/05/2019, article 1	Levée de mise en demeure, Liquidation d'astreinte
2	Stockage matières dangereuses	AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 1	Levée de mise en demeure
3	Marquage des bassins et vannes d'isolement	AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1	Levée de mise en demeure, Liquidation d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les prescriptions contrôlées lors de cette inspection. Toutefois, des améliorations peuvent y être apportées et sont détaillées dans les fiches de constat.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/05/2019, article 1
Thème(s) : Autre, Consignes application AM

Prescription contrôlée :

La société IMPLUS EU dont le siège social est situé 2 rue Gustave Eiffel à Porcheville (78440), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et de polymères situé sur la commune de Limay (78 520) - 6 avenue du Val, est mise en demeure de respecter :

[...]

- les prescriptions de l'article 21 « Consignes » de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 sus mentionné, en établissant des consignes écrites précisant les modalités d'application des dispositions dudit arrêté ministériel du 11 avril 2017 ; ces consignes doivent être tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel ;

Arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 14 août 2020 :

"La société IMPLUS EU [...] est rendue redevable, jusqu'au respect des dispositions de l'article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 23 mai 2019, d'une astreinte journalière dont le montant est réparti comme suit :[...] - 10€/jour (dix euros) les quatre-vingt-dix premiers jours puis 100€/jour (cent euros) jusqu'au respect des dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, en établissant des consignes écrites précisant les modalités d'application des dispositions dudit arrêté ministériel du 11 avril 2017 ; ces consignes doivent être tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel."

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté que toutes les consignes mentionnées à l'annexe II du point 21 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 étaient présentes sur différents supports. De plus, plusieurs affichages étaient disponibles un peu partout dans l'entrepôt ainsi qu'au niveau de l'entrée de la partie administrative.

Ce point de la mise en demeure de 2019 est respecté et l'astreinte associée peut être totalement liquidée à compter de la date de cette inspection.

Toutefois, il convient que l'exploitant centralise dans les lieux fréquentés (entrée bâtiment administratif, les accès à l'entrepôt) les consignes suivantes afin que l'ensemble soit disponible au même endroit :

- consignes détaillées de sécurité
- consignes synthétiques de sécurité avec les n° de téléphone d'urgence
- le plan d'évacuation et de localisation des moyens de défense incendie ainsi que les organes de sécurité
- consignes d'urgence

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant centralise dans les lieux fréquentés (entrée bâtiment administratif, les accès à l'entrepôt) les consignes suivantes afin que l'ensemble soit disponible au même endroit :

- consignes détaillées de sécurité
- consignes synthétiques de sécurité avec les n° de téléphone d'urgence
- le plan d'évacuation et de localisation des moyens de défense incendie ainsi que les organes de sécurité
- consignes d'urgence

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Liquidation d'astreinte

N° 2 : Stockage matières dangereuses

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 1- V
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage matière dangereuse
Prescription contrôlée : V - La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans le délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions du point 8 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé, en : <ul style="list-style-type: none">• en séparant les matières qui sont de nature à aggraver un incendie des autres matières, dans une cellule distincte, sauf s'il met en place des séparations physiques entre les matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité ;• en stockant les matières dangereuses dans des cellules particulières faisant l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques.
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté que les aérosols étaient stockés dans un endroit dédié sur rack avec le pictogramme de dangers associé. Des extincteurs à poudre étaient présents à proximité. Nous avons interrogé un salarié qui connaissait la consigne et l'endroit où doit être stocké les aérosols. L'état des stocks a été demandé et met en évidence une quantité de 14,804 tonnes d'aérosols relevant de la rubrique 4320. Le jour de l'inspection, la majorité des aérosols étaient au niveau des zones de réception et d'expédition (picking, puis production puis expédition). Quelques cartons étaient stockés dans les racks dédiés. Dans les zones de réception et d'expédition, les aérosols sont mélangés avec d'autres produits/articles et peuvent rester 2 à 3 jours à ces emplacements. Les moyens d'extinction qui sont situés à proximité ne sont pas adaptés. En effet, le jour de l'inspection, l'exploitant a fait part de l'évolution de sa stratégie : il travaille en flux tendu et ne stocke presque plus les aérosols. De plus, il vérifie 4 fois par jour que le seuil de 15tonnes (seuil de la déclaration) n'est pas dépassé. A chaque réception d'aérosols, une validation par une personne d'Implus est nécessaire pour confirmer la réception. Ce point de la mise en demeure de 2023 est respecté. Toutefois, il convient que l'exploitant améliore la zone de réception et les 3 zones dédiées à l'expédition en séparant les aérosols des autres produits/articles et en mettant en place des moyens incendie appropriés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient que l'exploitant améliore la zone de réception et les 3 zones dédiées à l'expédition en séparant les aérosols des autres produits/articles et en mettant en place des moyens incendie appropriés
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Marquage des bassins et vannes d'isolement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Marquage des bassins et vannes d'isolement
Prescription contrôlée : <p>La société IMPLUS EU dont le siège social est situé 2 rue Gustave Eiffel à Porcheville (78440), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et de polymères situé sur la commune de Limay (78 520) - 6 avenue du Val, est mise en demeure de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 susvisé :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">- article 11, en mettant en place :- un marquage dans les bassins de rétention permettant de connaître en permanence les volumes disponibles pour la rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie sur le site ;- un affichage clairement visible des vannes d'isolement du site ;- des consignes écrites pour l'entretien et le fonctionnement des vannes d'isolement ; <p><u>Arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 26 juin 2023 :</u></p> <p>Article 1er : La société IMPLUS EU dont le siège social est situé à Limay, 6 avenue du Val, est rendue redevable pour son établissement à la même adresse d'une astreinte journalière de 130 € (cent-trente euros) pendant quatre-vingt-dix jours puis de 600 € (six cents euros) dont les montants sont répartis comme suit :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">- 50 €/jour (cinquante euros) pendant quatre-vingt-dix jours puis 150 € (cent-cinquante euros) jusqu'à la satisfaction du respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 14 août 2020 en mettant en place :- un marquage dans les bassins de rétention permettant de connaître en permanence les volumes disponibles pour la rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie sur le site ;- un affichage clairement visible des vannes d'isolement du site ;- des consignes écrites pour l'entretien et le fonctionnement des vannes d'isolement ; <p>Cette astreinte prend effet à compter de la date de la notification à la société IMPLUS EU du présent arrêté.</p> <p>L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none">- la présence des panneaux mentionnant le volume de chaque bassin de rétention des eaux d'extinction incendie (pour le bassin 1, indication du volume disponible de 750m3 et du volume max de 1325m3 - pour le bassin 2, indication du volume disponible de 750m3 et du volume max de 1165m3)- le marquage de localisation de chaque vanne d'isolement du site (2 au total). Ce marquage est semi-permanent et a vocation à être remplacé par un marquage définitif (engagement de l'exploitant) <p>Ce point de la mise en demeure de 2020 est respecté et l'astreinte peut être totalement liquidée à la date de l'inspection.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant mette en place un marquage définitif et pérenne de localisation des vannes d'isolement du site conformément à son engagement.

Type de suites proposées : Sans suite**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte